



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES **2017**

SERVICE PUBLIC **DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**



Si l'introduction du D.O.B. concernant le budget communal demeure valable pour les services publics de l'assainissement et de l'eau potable, notamment pour le contexte financier national, les réflexions suivantes peuvent être évoquées quant à l'évolution des dépenses et des recettes de ces services.

SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT

1 - SECTION DE FONCTIONNEMENT :

En ce qui concerne la section de fonctionnement, voici un résumé de la situation budgétaire au 31 décembre 2016 et une première estimation des dépenses et recettes 2017 :

1°) Les recettes :

<u>RECETTES</u>	<u>LIBELLE</u>	<u>REALISATIONS</u> <u>2016</u>	<u>PREVISIONS</u> <u>2017</u>
70	Produits à caractère général	119.900	120.000
74	Subvention (prime épuration)	22.000	22.000
77	Amortissement subventions	35.394	35.892
	SOUS-TOTAL	177.294	177.892
002	Excédent reporté année n-1	391.900	462.620
	TOTAL	569.194	640.512

Produit estimé de la vente d'eau soumise à l'assainissement en 2017 : 120.000 €



2°) Les dépenses :

<u>DEPENSES</u>	<u>LIBELLE</u>	<u>REALISATIONS</u> <u>2016</u>	<u>PREVISIONS</u> <u>2017</u>
011	Charges à caractère général	25.281	30.000
012	Charges de personnel	4.980	10.000
65	Charges diverses de gestion courante (rbst prime épuration)		22.000
66	Charges financières	0	0
673	Titres annulés	245	3.000
675	Charges exceptionnelles	0	7.000
68	Amortissements travaux/études	76.068	68.100
	SOUS-TOTAL	106.574	140.100
023	Virement à l'investissement	446.890	500.412
	TOTAL	553.464	640.512

Commentaires :

Les prévisions des charges à caractère général ont été portées à 30.000 € en raison des frais d'études devant vraisemblablement être pris en compte courant 2017 en relation avec les travaux lancés en cours d'année (partie des études non imputable en section d'investissement).

Les prévisions des charges de personnel ont été doublées vu le temps passé par les services administratifs et des marchés publics pour le déroulement de la DSP 2017

Les charges financières sont nulles, aucun emprunt n'ayant été contracté depuis plusieurs années et plus aucune dette n'étant due depuis 2014.

Les charges exceptionnelles représentent une sécurité en cas de quelconque remboursement à devoir.

Les dotations aux amortissements sont calculées au prorata des travaux réalisés jusqu'en 2016.

Conclusions pour la section de fonctionnement :

On s'aperçoit donc que le montant des recettes est supérieur au montant des dépenses ce qui conduit au tableau suivant quant à l'excédent de fonctionnement 2016 :

<u>LIBELLE</u>	<u>REALISATIONS</u> <u>2016</u>
Recettes de fonctionnement	177.294
Dépenses de fonctionnement	106.574
Excédent de fonctionnement	70.720

De plus, le résultat de clôture de la section de fonctionnement de 2016 présente un solde créditeur de 462.620 €.



2 - SECTION D'INVESTISSEMENT 2017

1-REALISATIONS 2016

DEPENSES :

- Amortissements subventions.....	35.413
- Rénovation du réseau Place Gambetta / Rue Nationale.....	136.218
- Récupération de TVA.....	23.691
TOTAL	195.322

RECETTES :

- Amortissements travaux.....	76.068
- Subvention Agence de l'Eau.....	2.391
- Récupération de TVA.....	23.691
TOTAL	102.150

2-ETAT DES ENGAGEMENTS 2016 A INSCRIRE AU BUDGET 2017 :

OBJET DE LA DEPENSE	IMPUTATION	RESTE ENGAGE
Diagnostic du réseau d'assainissement (CEREG) (tranches conditionnelles incluses)	2031-299	116.316
Rénovation réseau PI Gambetta/Rue Nationale	2315-200	13.075
TOTAL		129.391
OBJET DE LA RECETTE	IMPUTATION	RESTE ENGAGE
Subvention Ag Eau réseau PI Gambetta Rue Nationale	13111-200	48.751
Récupération TVA	2762	23.691
		72.442



2 -PREVISIONS POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET 2017 :

<u>Recettes</u>		<u>Dépenses</u>	
Excédent de fonctionnement 2016	0	Soldes Opérations 2016	129.391
Virement de la section de fonctionnement 2017	500.412	Déficit d'investissement reporté	0
Recettes de 2016 restant à encaisser	72.442	Remboursement capital des emprunts	0
Amortissement des travaux et études réalisés jusqu'en 2016	68.100	Amortissements des subventions reçues jusqu'en 2015	35.892
Excédent d'investissement reporté	384.406	<u>Sous total</u>	<u>165.283</u>
Remboursement de TVA	0		
		<u>Programmes 2017 divers, dont :</u>	
		- travaux préconisés par le diagnostic	300.000
		- renouvellement de canalisations	260.077
		- Rue Thiers	50.000
		- Avenue Jean Moulin	250.000
<u>TOTAL</u>	<u>1.025.360</u>	<u>TOTAL</u>	<u>1.025.360</u>



DEBATS

M. KINET demande qu'une étude de faisabilité soit lancée pour une extension du réseau d'assainissement collectif sur la Route de Bras afin d'être cohérent avec le zonage prévu au PLU pour la partie de ce secteur classé en zone urbaine. Il précise que des servitudes de passage de canalisation et des acquisitions foncières seront à prévoir également.

M. SAULNIER précise que le dénivelé important de ce secteur a toujours empêché le raccordement des terrains et constructions qui y sont situés. Le recours à des pompes de relevage individuelles ou à des micro-stations d'épuration n'a jamais été validé.

M. KINET insiste en demandant qu'une solution partielle soit recherchée.

M. SAULNIER indique que seules quelques antennes seraient réalisables mais peu nombreuses avec des travaux disproportionnés vu le nombre de raccordements très limité.

M. KINET rappelle que si le COPIL PLU a prévu le classement de cette zone en U, cela implique l'obligation pour la Commune de réaliser une extension de réseau. Il demande à nouveau qu'une ligne budgétaire soit inscrite au ROB pour cette opération précise.


M. SAULNIER répond que le PLU n'a pas instauré d'extension de zone urbaine dans ce secteur déjà largement bâti.

Mme BOULE AMPHOUX attire l'attention de ses Collègues sur les pannes récurrentes dont sont sujettes les pompes de relevage. Elle dit bien connaître ce problème car le lotissement où elle habite en est doté.

Le Conseil Municipal prend acte à l'unanimité des diverses propositions financières de Monsieur le Maire, entérinées par la Commission des Finances, tant pour le fonctionnement que pour l'investissement de l'exercice 2017.



LE VAL, le 21 mars 2017

 Le Maire,
Bernard SAULNIER